

REGLEMENT INTERIEUR



*Association Interprofessionnelle
pour la Santé au Travail*

Février 2013

A la suite des décisions du Conseil d'Administration
Du 12 février 2013.



SOMMAIRE

PREAMBULE

TITRE I – PRINCIPES GENERAUX (adhésion – démission – radiation)

Article 1 : Conditions d'adhésion

Article 2 : Modalités d'adhésion

Article 3 : Démission

Article 4 : Radiation

TITRE II – Obligations réciproques de l'association et de ses adhérents

Article 5 : Obligations de l'AIST 87

I - LES MISSIONS DE L'AIST 87

II - LA PRESTATION DE L'AIST 87 : CONTREPARTIE MUTUALISEE A L'ADHESION

A - La prestation individualisée

- a) Les actions sur le milieu de travail
- b) Le suivi individuel des salariés
- c) Rapports, études et travaux de recherche
- d) Cas particuliers

B - La prestation collective

C - La participation à des actions de santé publique

III - LES PRESTATIONS NE CORRESPONDANT PAS A LA CONTREPARTIE MUTUALISEE A L'ADHESION

Article 6 : Obligations de chaque adhérent

A. PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

- a) La cotisation due par l'adhérent
- b) Le montant de la cotisation
- c) L'appel de cotisation
- d) Documents transmis à l'équipe pluridisciplinaire de Santé au travail
- e) Actions sur le milieu de travail
- f) Suivi individuel de l'état de santé des salariés

B. PROPOSITION, PRÉCONISATIONS ET RECOMMANDATIONS DU MÉDECIN DU TRAVAIL

TITRE III - FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 7 : l'Instance dirigeante : Le Conseil d'Administration

Article 8 : L'Instance de surveillance : La Commission de Contrôle

Article 9 : Le Projet de Service

Article 10 : La Commission Médico-Technique

Article 11 : Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

Article 12 : L'agrément

ANNEXE 1 : Convention d'intervention pluridisciplinaire en milieu de travail



PREAMBULE

Le présent règlement est établi en application de l'article 28 des Statuts, il précise lesdits Statuts.

TITRE I – PRINCIPES GENERAUX (adhésion – démission – radiation)

Article 1 : Conditions d'adhésion

Tout employeur dont l'entreprise ou l'établissement remplit les conditions fixées par les Statuts, peut adhérer à l'Association.

L'avis du Conseil d'Administration peut être requis notamment pour l'intégration de collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président ou du Vice-Président est prépondérante.

Article 2 : Modalités d'adhésion

L'employeur qui souhaite adhérer adresse une demande par courrier, courriel ou fax au Président du service.

En vue de son adhésion, l'AIST 87 lui adresse, les Statuts, le présent Règlement Intérieur, un bulletin d'adhésion dont le modèle est établi par l'Association et une liste à compléter des salariés qu'il emploie.

L'employeur retourne ces documents complétés et signés, accompagnés de son règlement. En signant le bulletin d'adhésion, l'employeur s'engage à respecter les obligations qui résultent des Statuts et du Règlement Intérieur ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires auxquelles il est tenu de se conformer dans le domaine de la santé au travail.

Ces documents doivent être signés par le représentant légal de l'établissement ou son représentant dûment mandaté.

Dès réception de l'intégralité de ces documents et du règlement, le service délivre un récépissé de l'adhésion précisant sa date et son effet.

Article 3 : Démission

La démission doit être donnée, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Président au plus tard 6 mois avant la fin de l'exercice social en cours, sauf dans les cas de cession, cessation ou de fusion où elle doit intervenir dans les meilleurs délais.

La démission prend effet au premier janvier de l'exercice suivant. Les cotisations et sommes dues à l'Association restent dues pour l'année civile entamée.

Toute démission donnée postérieurement à cette date obligera l'adhérent démissionnaire à toutes les charges et conditions des Statuts de l'Association, notamment au paiement des cotisations, pour l'exercice suivant.

Le Bureau du Conseil d'Administration pourra se prononcer exceptionnellement sur tous cas particuliers. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.



Article 4 : Radiation

La radiation prévue à l'Article 8 des Statuts peut être prononcée par le Service à l'encontre de l'adhérent qui, à l'expiration du délai de 30 jours suivant la date de première présentation d'une lettre de mise en demeure adressée par courrier recommandé avec avis de réception, persiste à ne pas respecter les dispositions des Statuts ou du Règlement Intérieur, notamment en cas :

- de refus de fournir les informations nécessaires à l'exécution des obligations en Santé au travail ;
- d'opposition à l'accès aux lieux de travail ;
- d'opposition à la mise en œuvre des priorités du projet de Service ;
- d'atteinte à l'indépendance professionnelle des membres de l'équipe pluridisciplinaire ;
- de non-paiement des cotisations ou de toutes factures émises par le Service (dans ce cas, la lettre recommandée de mise en demeure sera adressée après deux relances) ;
- d'obstacle au contrôle des éléments de calcul des cotisations.

L'adhérent est invité à faire valoir ses moyens de défense par courrier recommandé adressé au Président dans un délai de 30 jours suivant la première présentation de la lettre de mise en demeure.

La décision du Président intervient à l'issue du délai de 30 jours suivant la première présentation de la lettre de mise en demeure. Il peut, s'il le souhaite, solliciter l'avis du Conseil d'Administration. La décision est prise à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président ou du Vice-Président est prépondérante.

L'adhérent est prévenu par courrier recommandé avec accusé de réception de sa radiation. La radiation est effective dès la date de la première présentation du courrier recommandé adressé à l'adhérent.

A compter de la date de radiation, l'employeur assume seul l'entière responsabilité de l'application de la législation en matière de Santé au Travail, et le Service tient informé l'autorité administrative compétente de cette radiation.

TITRE II – OBLIGATIONS RECIPROQUES DE L'ASSOCIATION ET DE SES ADHERENTS

Article 5 : Obligations de l'AIST 87

I - LES MISSIONS DE L'AIST 87

L'AIST 87 a pour mission exclusive de mobiliser les moyens dont elle dispose, afin d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Cette mission est assurée par une équipe pluridisciplinaire de santé au travail pouvant comprendre, notamment, des Médecins du travail qui animent et coordonnent cette équipe, des Infirmiers, des Intervenants en Prévention des Risques Professionnels.

L'AIST 87 peut également compléter l'équipe pluridisciplinaire par d'autres compétences internes ou dans le cadre de conventions avec tout professionnel, organisme ou encore association ou groupement de moyens.

II- LA PRESTATION DE L'AIST 87 : contrepartie mutualisée à l'adhésion

A - La prestation individualisée

L'Association délivre à chaque adhérent une prestation Santé Travail pouvant comprendre :

- des actions sur le milieu de travail ;
- un suivi individuel de l'état de santé des salariés ;



- des rapports, études et travaux de recherche.

a) Les actions sur le milieu de travail

Tout membre de l'équipe pluridisciplinaire de l'AIST 87 peut réaliser des actions en milieu de travail à visée préventive (études de postes, identification et analyse des risques professionnels, élaboration et mise à jour de la fiche d'entreprise, etc).

Les intervenants assurent à cette occasion des missions de diagnostic, de conseil, d'accompagnement et d'appui. Ces actions sont considérées comme prioritaires et prévalent donc sur les autres prestations.

L'adhérent peut solliciter le Médecin du travail de l'AIST 87, afin de bénéficier de l'intervention de l'un des membres de l'équipe pluridisciplinaire, en fonction du besoin identifié.

Tout membre de l'équipe pluridisciplinaire est tenu au secret professionnel et au secret de fabrication, pénalement sanctionnés.

b) Le suivi individuel des salariés

Des examens médico-professionnels sont réalisés par le Médecin du travail affecté au suivi des salariés de l'entreprise adhérente dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur : examens d'embauche, examens périodiques, surveillance médicale renforcée, examens de pré-reprise et de reprise du travail, examens complémentaires, etc...

Des examens médicaux sont réalisés par le collaborateur médecin, et donnent lieu à la délivrance d'attestation d'examen médical réalisé par le collaborateur médecin.

Des entretiens infirmiers sont réalisés sur la base de protocoles écrits du Médecin du travail et donnent lieu à la délivrance d'attestations d'entretien infirmier.

L'agrément du Service peut prévoir une dérogation à la périodicité de certains examens, conformément à la réglementation en vigueur.

L'adhérent contacte l'AIST 87 en vue de l'obtention d'une consultation ou d'un entretien. La convocation est alors adressée à l'employeur, qui la transmet à son salarié.

Les différents examens et entretiens ont lieu, soit en centre fixe, soit dans tout centre annexe mis en place par l'AIST 87. Lorsque le nombre de salariés permet d'organiser plusieurs journées de travail pour le Médecin et l'Infirmière, il peut être proposé la réalisation des examens ou entretiens dans les locaux adaptés de certaines entreprises. Dans tous les cas, ces locaux doivent correspondre aux normes prévues par les textes réglementaires.

c) Rapports, études et travaux de recherche

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail de l'AIST 87 établissent divers documents et rapports écrits :

· Les rapports et études liés aux actions sur le milieu de travail

Le Médecin du travail, communique à l'adhérent les résultats des rapports et études menées en milieu de travail par les membres de l'équipe pluridisciplinaire. Ces éléments complètent le dossier de l'entreprise adhérente.

(Article R4624-8 Modifié par Décret n°2012-135 du 30 janvier 2012 - art. 1).

· La fiche d'entreprise

L'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés. Elle permet entre autres à l'adhérent d'élaborer le document unique prévu par la réglementation en vigueur.

· Le rapport annuel d'activité du Médecin du travail

Dans les structures visées par le Code du travail, un rapport annuel d'activité est élaboré par le Médecin du travail.



. Le dossier médical en Santé au Travail

Un dossier médical informatisé en Santé au Travail est constitué par le Médecin du travail pour chacun des salariés suivis conformément à la réglementation en vigueur. Il est notamment alimenté par la fiche d'exposition aux facteurs de pénibilité communiquée par chaque adhérent.

d) Cas particuliers

Le contenu de la prestation santé travail est adapté, s'agissant des catégories particulières de travailleurs visés par le Code du travail, des accords collectifs de branches en santé au travail (salariés des particuliers employeurs, salariés temporaires, etc...) ou en fonction d'autres paramètres spécifiques.

Il pourra donner lieu à une cotisation spécifique, dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

B - La prestation collective

▪ L'action collective par branche professionnelle ou par risque professionnel

En fonction du secteur d'activité dont relève l'entreprise adhérente, une action de prévention collective peut être initiée par l'AIST 87, notamment dans le cadre du Projet pluriannuel de Service et du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en lien avec le Plan Régional Santé Travail.

Les adhérents relevant d'une branche professionnelle peuvent saisir l'AIST 87 en ce sens.

▪ Les réunions d'information ou de sensibilisation à la prévention

Des réunions d'information ou de sensibilisation à la prévention des risques professionnels, peuvent être mises en place, en fonction des besoins, au bénéfice des adhérents sur le secteur géographique agréé de l'AIST 87.

C - La participation à des actions de santé publique

Conformément à ses missions, l'AIST 87 participe à des actions de santé publique (études, enquêtes, veille sanitaire).

III- LES PRESTATIONS NE CORRESPONDANT PAS A LA CONTREPARTIE MUTUALISEE A L'ADHESION

L'AIST 87 peut proposer à l'adhérent des prestations complémentaires ne correspondant pas à la contrepartie mutualisée à l'adhésion, ou nécessitant un temps d'intervention allant au-delà du temps dû à chaque adhérent. Dans ce cas, ces prestations font l'objet de conventions particulières.

Ces prestations, non couvertes par la cotisation de base, font l'objet d'une facturation complémentaire dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration.

Article 6 : Obligations de chaque adhérent

En adhérant, l'employeur s'engage à respecter les obligations qui résultent des Statuts et du Règlement Intérieur ainsi que des prescriptions législatives et réglementaires auxquelles il est tenu de se conformer dans le domaine de la santé au travail.

L'adhésion est effective après réception par l'AIST 87 du contrat d'adhésion et de l'encaissement du droit d'entrée ainsi que des cotisations dues.

Il est délivré à l'employeur un récépissé de son adhésion, lequel précise la date d'effet de l'adhésion.



A - PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

a) La cotisation due par l'adhérent

Tout adhérent est tenu de payer :

- un droit d'entrée ;
- une cotisation pour les frais d'organisation et de fonctionnement de l'Association.

La cotisation couvre, sauf cas particuliers, la prestation délivrée par l'équipe pluridisciplinaire correspondant à la contrepartie mutualisée à l'adhésion, à l'exclusion de certains examens complémentaires.

b) Le montant de la cotisation

Les modalités et les bases de calcul des cotisations sont fixées annuellement, par le Conseil d'Administration, de façon à couvrir l'ensemble des frais d'installation, d'équipement et de fonctionnement mis en œuvre pour s'adapter à l'évolution des besoins en Santé au Travail des adhérents du Service. La cotisation est due annuellement.

La cotisation est due pour tout salarié figurant à l'effectif au cours de la période à laquelle cette cotisation se rapporte, même si le salarié n'a occupé son poste que pendant une partie de ladite période.

A la fin de ladite période, l'AIST 87 se réserve le droit d'éditer des factures de régularisation en cas de déclarations incomplètes.

Les cotisations peuvent être définies de manière spécifique en fonction de la catégorie dont relèvent les salariés de l'entreprise ; notamment pour les catégories particulières de travailleurs visés par le Code du travail ou des accords collectifs de branches spécifiques en santé au travail (salariés des particuliers employeurs, salariés temporaires, etc).

Il en est de même pour les visites demandées par une entreprise adhérente, pour ses salariés détachés temporairement hors de la compétence géographique de l'Association.

Ces dispositions s'appliquent également aux agences d'Interim ainsi qu'aux membres associés et correspondants prévus à l'Article 6 des Statuts.

L'adhérent s'engage à fournir au Service tout élément permettant de contrôler l'exactitude de ses déclarations, sur la base desquelles le montant de la cotisation a été calculé, notamment par la présentation des états fournis à la Sécurité Sociale ou à l'Administration fiscale.

Si l'entreprise n'occupe aucun personnel salarié au 1er janvier de l'exercice mais souhaite néanmoins rester adhérent, une participation minimale aux frais de fonctionnement de l'Association lui sera demandée, sous la forme d'un forfait, dont le montant sera fixé chaque année par le Conseil d'Administration.

c) L'appel de cotisation

L'appel de cotisations, pour l'année considérée, est lancé, en ce qui concerne les entreprises déjà adhérentes, dans le courant du mois de janvier.

Pour le bon fonctionnement du Service, les adhérents sont invités à s'acquitter du montant de leurs cotisations dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum impératif de 30 jours après la date d'envoi figurant sur le bordereau d'appel de cotisation.

Lors d'une adhésion nouvelle en cours d'année, le droit d'entrée et le montant de la cotisation sont exigibles, dans les mêmes conditions et doivent être acquittés au plus tard avant l'expiration du délai de 30 jours.

Il est, d'ailleurs, dans l'intérêt même de l'adhérent de s'acquitter rapidement du montant de sa cotisation, afin de satisfaire à la réglementation en Santé au travail.

Après paiement de la cotisation, sur la demande de l'adhérent un reçu peut être délivré.



En cas de non-paiement des cotisations, la radiation de l'adhérent défaillant peut être prononcée par le Conseil d'Administration dans les formes prévues à l'article 8 des Statuts et à l'article 4 du présent Règlement Intérieur.

A tout moment, l'adhérent défaillant pourra interrompre les actions en cours non suivies d'effet, en s'acquittant intégralement de la dette antérieure et de celle concernant l'exercice en cours.

En cas de nouvelle adhésion, l'adhérent devra s'acquitter des droits d'entrée et de toutes sommes restant dues lors de sa radiation ou démission.

Enfin, l'appel des cotisations peut être modulé, en fonction, tant des nécessités et du fonctionnement de l'Association, que des prestations fournies aux adhérents sur décision du Conseil d'Administration.

d) Documents transmis à l'équipe pluridisciplinaire de Santé au travail

Dans les six mois suivant l'adhésion, l'employeur, après avis du Médecin du travail, adresse au Président du Service un document précisant le nombre et la catégorie des salariés à suivre et les risques professionnels.

Par ailleurs, l'adhérent communique à l'équipe pluridisciplinaire de Santé au travail l'ensemble des documents et rapports rendus obligatoires par la réglementation en vigueur et nécessaires à la réalisation de leurs missions (document unique d'évaluation des risques professionnels, fiche d'exposition au risque, etc).

e) Actions sur le milieu de travail

L'adhérent est tenu de laisser un libre accès aux lieux de travail, à tout membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire consignent chacune de leurs activités en entreprise, sur un rapport qui est remis à l'employeur par le Médecin du travail. (*Article R4624-8 Modifié par Décret n°2012-135 du 30 janvier 2012 - art. 1).*

L'adhérent est informé à l'avance des jours et heures de passage dans son établissement, de tout membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire se conforment au programme de travail établi et respectent les horaires fixés lors de la planification des interventions en entreprise.

Lorsqu'il existe dans l'entreprise un C.H.S.C.T, l'employeur doit s'enquérir des dates de disponibilité du Médecin du travail pour ses activités en milieu de travail, et veiller à ce que le Médecin du Travail, qui fait de droit, partie du comité, soit convoqué en temps utile. Le Médecin doit recevoir les convocations au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

L'adhérent informe le Médecin du travail en cas de recours, par ses soins, à un Intervenant en Prévention des Risques Professionnels enregistré, auquel il confie une mission.

L'adhérent s'engage à respecter les termes de la convention de prestation pluridisciplinaire en milieu de travail qui figure en annexe 1.

f) Suivi individuel de l'état de santé des salariés

Les obligations de l'adhérent

L'adhérent est tenu d'adresser à l'AIST 87, dès son adhésion, une liste complète du personnel travaillant dans son ou ses établissements, avec l'indication du poste de travail ou de la fonction des intéressés, de leur date de naissance et date d'entrée dans l'entreprise et de leur catégorie professionnelle (code PCS-ESE).

Il doit notamment préciser, s'il y a lieu, en vue de leur assurer une surveillance médicale renforcée, les noms des salariés avec la date de naissance et le poste affecté.

Cette liste nominative sera renouvelée chaque année avant le 1^{er} mars.

Il incombe à l'adhérent de faire connaître immédiatement à l'Association les nouvelles embauches, ainsi que les reprises du travail après une absence pour l'une des causes visées à l'article R. 4624-22 du Code du travail.



Les convocations aux examens médico-professionnels

Les informations concernant les convocations établies par l'AIST 87 sont adressées à l'adhérent qui les remet aux intéressés. Elles sont adressées au moins cinq jours ouvrés (sauf cas d'urgence ou cas particulier) avant la date fixée pour l'examen, par téléphone, FAX, mail ou courrier.

En cas d'indisponibilité du salarié pour les jours et heures fixés dans la convocation, en raison d'une cause personnelle ou des besoins de l'adhérent, l'adhérent doit en aviser l'AIST 87 au plus tôt par appel téléphonique et à minima 48 heures à l'avance par notification écrite transmise par courrier, fax ou courriel, de manière qu'il puisse être pourvu immédiatement au remplacement des salariés excusés.

En aucun cas les remplacements ne peuvent être effectués, au sein de son personnel, de la propre autorité de l'adhérent ; c'est au Service seul qu'il appartient d'y pourvoir, en accord, autant que faire se peut, avec l'adhérent, compte tenu surtout de la nature des examens prévus et de la périodicité qui doit présider à l'examen des salariés de l'adhérent.

Le Service ne peut être responsable des omissions ou retards imputables au défaut ou à l'insuffisance des informations prévues ci-dessus.

Il appartient à tout adhérent de rappeler à son personnel le caractère obligatoire des examens médico-professionnels. Le refus opposé à l'une des convocations ne dispense pas l'adhérent de faire figurer sur la liste des effectifs adressée au Service le nom du salarié qui sera convoqué aux examens ultérieurs. En tout état de cause, la responsabilité de l'AIST 87 en ce domaine ne peut en aucune façon se substituer à celle de l'employeur.

Des modalités particulières de convocation des salariés aux examens médico-professionnels peuvent être définies par convention passée entre le Service et l'Adhérent, notamment dans le cas où celui-ci mettrait des locaux à la disposition du Service de Santé au Travail.

B - PROPOSITION, PRÉCONISATIONS ET RECOMMANDATIONS DU MÉDECIN DU TRAVAIL

L'adhérent prend connaissance des propositions, préconisations et recommandations émises par le Médecin du travail et informe ce dernier des suites qu'il entend leur donner, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

TITRE III - FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 7 : l'Instance dirigeante : Le Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration paritaire, conformément aux Statuts et à la réglementation en vigueur.

Le nombre d'administrateurs, issus des entreprises adhérentes situées sur son territoire de compétence, est fixé à 12 représentants des employeurs et 12 représentants des salariés.

▪ Les représentants des employeurs

Avant l'Assemblée Générale Ordinaire au cours de laquelle sont élus les administrateurs, les candidatures des représentants employeurs sont adressées pour avis aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel.

Le Conseil d'Administration soutient des candidatures sur la base des critères suivants, considérés comme représentatifs des entreprises adhérentes : secteur professionnel secteur géographique (Limoges St Junien), taille de l'entreprise et cotisation à jour.

▪ Les représentants des salariés

Il s'agit des représentants des salariés des entreprises adhérentes, désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Chaque organisation syndicale représentative dispose des nombres de sièges qui suivent au sein du Conseil d'Administration (Accord organisations syndicales et Président du service lors du Conseil d'Administration du 13/12/2012).

CGT : 4 sièges.
CFDT : 3 sièges.
FO : 3 sièges.
CFE/CGC : 1 siège.
CFTC : 1 siège.

Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Un membre a la faculté de donner pouvoir à un autre membre pour le représenter au Conseil. Chaque membre du Conseil d'Administration ne peut user que d'un seul pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président ou du Vice-Président est prépondérante.

Chaque fois que cela est possible, le vote a lieu à main levée. Il a lieu à bulletin secret si au moins un quart des membres présents ou représentés en fait la demande avant l'ouverture du vote et dans les cas prévus par le Code du travail.

Les administrateurs de l'AIST 87 bénéficient, lors de leur prise de fonctions, d'une formation afin de se familiariser avec le secteur de la Santé au travail.

Article 8 : L'Instance de surveillance : La Commission de Contrôle

L'organisation et la gestion du Service sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle, qui comprend des membres issus des entreprises adhérentes situées sur son territoire de compétence dans les conditions suivantes :

- 12 représentants des salariés des entreprises adhérentes désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel ;
- 6 représentants des employeurs désignés par les entreprises adhérentes après avis des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel.

▪ Représentants des salariés

Le Président du Service prend contact avec les organisations syndicales concernées afin qu'elles désignent des représentants issus des entreprises adhérentes au sein de la Commission de Contrôle.

Chaque organisation syndicale représentative dispose des nombres de sièges qui suivent au sein de la Commission de Contrôle (Accord organisations syndicales et Président du service).

CGT : 4 sièges.
CFDT : 3 sièges.



FO : 3 sièges.
CFE/CGC : 1 siège.
CFTC : 1 siège.

▪ Représentants des employeurs

Les candidatures aux fonctions de membres de la Commission de Contrôle sont soumises, pour avis, aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel.

▪ Présidence

Le Président est élu parmi et par les représentants salariés de la Commission de Contrôle.

▪ Secrétariat

Le Secrétaire de la Commission de Contrôle est élu parmi et par les représentants des employeurs.

▪ Défaut de candidatures

Si le nombre de membres de la Commission de Contrôle n'atteint pas neuf, à défaut de candidatures, un procès-verbal de carence est établi par le Président du Service.

▪ Règlement Intérieur de la Commission de Contrôle

La Commission de contrôle élabore un Règlement Intérieur dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En cas de besoin, il peut faire l'objet d'une modification.

Les membres de la Commission de Contrôle de l'AIST 87 bénéficient, lors de leur prise de fonctions, d'une formation afin de se familiariser avec le secteur de la Santé au travail.

Article 9 : Le Projet Pluriannuel de Service

L'AIST 87 établit un Projet Pluriannuel de Service au sein de la Commission Médico-Technique.

Elaboré sur la base d'une analyse des besoins en santé au travail des adhérents, de leurs salariés, et des données recueillies auprès des acteurs de terrain, ce projet définit les priorités d'action et permet de définir les termes du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu avec la DIRECCTE (Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) et la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail).

Le Projet Pluriannuel de Service peut notamment déterminer le contenu de la prestation collective en santé au travail délivrée par l'AIST 87 au bénéfice de ses adhérents.

Il est soumis pour approbation au Conseil d'Administration.

Article 10 : La Commission Médico-Technique

Conformément aux dispositions légales, la Commission Médico-Technique a pour mission d'élaborer le projet pluriannuel de service.

La Commission Médico-Technique de l'Association comprend :

- le Président de l'Association ou son représentant ;



- les délégués des Médecins du travail ;
- les délégués des Intervenants en Prévention des Risques Professionnels ;
- les délégués des Infirmiers en santé au travail ;
- les délégués des Assistants de service de santé travail.

Les membres siègent pour une durée de quatre ans.

Peuvent également être invités des experts en fonction des sujets figurant à l'ordre du jour.

La Commission Médico-Technique élabore son Règlement Intérieur.

Article 11 : Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

Conformément à la réglementation en vigueur, les priorités du Service sont précisées dans le cadre d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et les organismes de prévention des caisses de Sécurité Sociale, et après avis du Comité Régional de Prévention des risques professionnels.

L'Association informe les adhérents de la conclusion de ce contrat, qui leur est opposable.

Article 12 : L'agrément

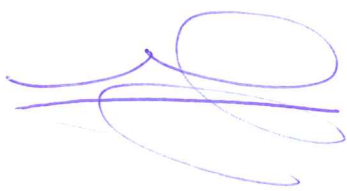
L'AIST 87 fait l'objet d'un agrément pour une période maximale de cinq ans par le Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, après avis du Médecin Inspecteur du Travail.

Le Président de l'Association informe les adhérents de la modification ou du retrait de l'agrément.

Règlement Intérieur approuvé par le Conseil d'Administration du :

Le secrétaire de l'AIST 87.

Roger MOMART.



Le Président de l'AIST 87.

Marc WASILEWSKI.



ANNEXE 1.

CONVENTION d'intervention Pluridisciplinaire en milieu de travail.



Association Interprofessionnelle
pour la Santé au Travail

Le Service Interprofessionnel de Santé au Travail de la Haute-Vienne (AIST 87) dispose depuis plusieurs années de ressources spécialisées, dans différents domaines. Celles-ci s'inscrivent aujourd'hui dans les prescriptions de la loi n° 2011-867 du 20 juillet 2011. Nos experts interviennent au sein d'équipes pluridisciplinaires coordonnées par les médecins du travail afin d'aider nos adhérents à mettre en place des mesures nécessaires à la prévention et à l'amélioration des conditions de travail dans leurs entreprises.

Nous pouvons intervenir dans les domaines suivants :

- Métrologie des ambiances physiques de travail ;
- Ergonomie ;
- Hygiène & sécurité ;
- Toxicologie ;
- Psychologie du travail ;
- Enquêtes santé-travail.

Ces prestations prennent la forme d'Actions portant sur le Milieu de Travail. Elles sont menées par l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail, à laquelle appartiennent les Médecins du Travail, Collaborateurs Médecins, Infirmières, Secrétaires, et Intervenants en Prévention des Risques Professionnels H/F (ci-après dénommés I.P.R.P.) dûment habilités. **Ces interventions sont coordonnées par le Médecin du travail qui reste votre interlocuteur.**



La présente convention est conclue en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

- loi n°2011-867 du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail ;
- Décret n°2012-137 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail ;
- Décret n°2012-135 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation de la médecine du travail.

Article 1: Objet de la convention

Description de l'intervention :

Origine de la demande :

Article 2 : Cadre de l'intervention

En exécution de la présente Convention, l'équipe pluridisciplinaire de l'AIST 87 participe, dans un objectif exclusif de prévention, à la préservation de la santé et de la sécurité des salariés et à l'amélioration des conditions de travail. Dans ce cadre, elle assure des missions de diagnostic, de conseil, d'accompagnement et d'appui aux ayants-droits, et communique les résultats au Médecin du travail » (Art. R. 4623-38 du Code du travail) qui les restitue et les transmet aux représentants de l'entreprise.

L'équipe pluridisciplinaire intervient sous la responsabilité du médecin. Elle intègre des compétences techniques ou organisationnelles en matière de santé et de sécurité au travail. Elle dispose du temps nécessaire et des moyens matériels pour exercer ses missions.

Les Médecins du travail et les IPRP assurent leurs missions dans des conditions garantissant leur « indépendance » (art. R. 4623-37 du Code du travail).

Les IPRP ne sont pas autorisés à réaliser des actes relevant de la compétence du Médecin du travail.

Article 3 : Obligations de l'adhérent

Pour l'accomplissement des prestations prévues à l'article premier, l'adhérent s'engage à organiser l'accueil des personnels de l'AIST 87, à leur faciliter l'accès aux zones concernées par leurs interventions et de manière générale à déployer ses meilleurs efforts pour atteindre l'objectif visé.

Article 3.1 : Intervention de l'AIST 87

L'adhérent s'engage à faciliter l'action de l'équipe pluridisciplinaire :

- en lui donnant accès aux locaux de l'entreprise et à ses chantiers pendant les horaires d'activité ;
- en lui transmettant, en temps utile, tous les documents nécessaires à son action. L'adhérent reconnaît que ces documents peuvent être ceux accessibles au CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel, ce qui inclut notamment les bilans d'hygiène et sécurité, les programmes annuels de prévention, la fiche d'entreprise du Médecin du travail, les fiches de données de sécurité, le document unique d'évaluation des risques professionnels et les éléments ayant servi à son élaboration ;
- en permettant, dans la mesure du possible, toute observation, tout mesurage ou prélèvement visant à mener à bien l'action pluridisciplinaire ;
- en lui donnant la possibilité de s'entretenir avec les salariés en activité dans l'entreprise, s'il cela est jugé nécessaire par l'intervenant de l'équipe pluridisciplinaire, individuellement, dans des conditions respectant la confidentialité des propos, ou collectivement, selon des modalités à définir avec le représentant de l'adhérent.



Article 3.2 : Hygiène & sécurité

Les consignes générales d'hygiène & de sécurité de l'entreprise devront être portées à la connaissance de l'intervenant de l'équipe pluridisciplinaire avant la réalisation de son intervention.

Excepté les chaussures de sécurité, ce dernier s'équippa des moyens de protection (protections auditives, blouses, masques, lunettes, etc...) mis à disposition par l'entreprise, en fonction des risques spécifiques.

S'ils existent, le plan de prévention, le livret d'accueil, document interne sur les consignes de sécurité devront être consultés par l'intervenant de l'équipe pluridisciplinaire.

Article 4 : Principes de confidentialité

Article 4.1 : Confidentialité

Tous les membres de nos équipes pluridisciplinaires sont tenus au secret professionnel (arts. 226-13 et 226-14 du Code pénal) sur toutes les questions qu'ils sont amenés à connaître directement ou indirectement, en raison de leurs fonctions. Ils sont également tenus au secret de fabrication. Cette obligation implique la non-divulgateion de toutes les informations auxquelles ils pourraient avoir accès concernant les domaines suivants (liste non exhaustive) : les dispositifs industriels, les techniques de fabrication, la composition des produits employés ou fabriqués, les données commerciales et financières...

Article 4.2 : Droit à l'image

La prise d'image requiert que la personne soit informée des conditions d'utilisation des images produites et qu'elle exprime son consentement. Ce dernier sera recueilli oralement par l'intervenant de l'équipe pluridisciplinaire. Les copies d'images dans les rapports d'interventions doivent faire l'objet d'une modification dès lors que des personnes y figurent (visages masqués).

Article 4.3 : Cession des images

Les images réalisées dans le cadre des Actions en Milieu de Travail par nos intervenants ne peuvent être cédées, que ce soit à titre gracieux ou onéreux, sans l'accord de l'entreprise et des personnes figurant sur les images. Elles ne peuvent être utilisées dans le cadre d'une exploitation différente et étrangère à l'objet pour lesquelles elles ont été produites sans l'accord de l'entreprise et des personnes figurant sur les images.

Article 5 : Indépendance des intervenants

Les intervenants de l'équipe pluridisciplinaires ne peuvent subir de discrimination en raison de leurs activités de prévention.

Ils assurent leurs missions dans des conditions garantissant leur indépendance » (art. R. 4623-37 du Code du travail).

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention se limite à l'exécution des missions décrites à l'article 1. Les dates d'interventions et de restitution de l'étude seront à définir entre les différentes parties.

Article 7 : Résultats de l'intervention

Les résultats de l'étude devront être consignés dans un rapport écrit, au Médecin du travail qui communique à l'adhérent les résultats des rapports et études menées en milieu de travail par les membres de l'équipe pluridisciplinaire. Ces éléments complètent le dossier de l'entreprise adhérente.

(Article R4624-8 Modifié par Décret n°2012-135 du 30 janvier 2012 - art. 1).



Article 8 : Propriété des résultats

Le rapport appartient à l'adhérent, il sera annexé à son dossier et conservé par l'AIST 87.

Les conclusions de l'étude sont confidentielles et ne peuvent, sauf accord de l'adhérent ou de son représentant, être communiquées, sous quelque forme que ce soit. A l'exception des transmissions au Médecin du travail, à l'équipe pluridisciplinaire de l'AIST 87 et aux services autorisés.

De même, il ne doit faire de la part des destinataires l'objet d'aucune divulgation, à l'exception de celles aux services autorisés, ou publication, sans l'accord exprès de l'AIST 87.

Article 9 : Modalités de financement

Par décision du Conseil d'Administration de l'AIST 87, la prestation de ses équipes pluridisciplinaires ne fait l'objet d'aucune facturation supplémentaire à la cotisation versée à l'AIST 87, sauf disposition contraire évoquée dans une convention spécifique.

Article 10 : Clause de non sollicitation

L'adhérent s'engage à ne pas solliciter en vue d'un recrutement, le membre de l'équipe pluridisciplinaire qui est intervenu dans le cadre de cette convention avant un délai de 6 mois après la fin de son intervention. Dans le cas contraire, l'adhérent serait redevable à l'AIST 87 d'un montant équivalent à la moitié d'une année du salaire brut de cette personne.

Article 11 : Limites des données contenues dans le rapport

Le résultat du ou des rapports ne peut en aucun cas revêtir un caractère d'expertise et être opposé à des tiers.

Article 12 : Bris de matériel

L'adhérent s'engage à :

- prendre le plus grand soin du matériel qui lui est remis ;
- limiter les risques de détérioration, de perte ou de vol ;
- faire un usage conforme à la destination du matériel mis à sa disposition ;
- respecter strictement les consignes énoncées lors de sa remise.

L'adhérent est responsable du matériel mis à sa disposition. Il a souscrit préalablement à l'intervention décrite par cette convention une assurance responsabilité civile qui couvre les éventuels dommages, pertes ou vols qui pourraient être causés au matériel mis à sa disposition et appartenant à l'AIST 87. Le montant des réparations ou des remplacements générés par ces dégradations, pertes ou vols sera systématiquement facturé à l'adhérent.

